



Government Offices of Sweden



MINISTRY
of FOREIGN AFFAIRS



Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres comme Prérequis pour la Jeunesse Démocratique

APERÇU INTRODUCTIF

L'égalité des genres est une nécessité pour des démocraties prospères. Tout effort visant à construire des démocraties solides et des institutions inclusives sera incomplet s'il exclut ou marginalise la moitié de la population mondiale. Les pays où les femmes prospèrent ont tendance à avoir des démocraties plus saines.¹ Par conséquent, autonomiser les femmes et sauvegarder la démocratie vont de pair ; l'égalité des genres est une condition préalable à une démocratie inclusive.

Dans le monde entier, l'égalité des genres et les droits des femmes à participer à la vie publique sont sapés par les mêmes forces qui entravent la démocratie. Par exemple, la désinformation basée sur le genre et les abus en ligne contre les femmes en politique sont de plus en plus utilisés pour éroder les avancées en matière d'égalité des genres, d'autonomisation des femmes et de démocratie. Des efforts sont déployés pour parvenir à une démocratie plus inclusive et équitable, mais il est nécessaire de les renforcer et de les accélérer.

Les recommandations du Groupe de Genre du Sommet pour la Démocratie, coprésidé par la Suède, la Roumanie, l'Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité (GIWPS) et IDEA International, offrent des suggestions pour renforcer la démocratie en recherchant l'égalité des genres. Compte tenu du lien étroit entre l'égalité des genres, la démocratie et la participation des jeunes, nous encourageons le gouvernement du Costa Rica à prendre en considération les recommandations énoncées lors de l'organisation du prochain événement régional sur la promotion du rôle des jeunes dans les espaces politiques et démocratiques.

¹« Exploration des liens entre le statut des femmes et la démocratie », Institut Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité, 2023. <https://giwps.georgetown.edu/resource/exploring-the-links-between-womens-status-anddemocracy/>

GENRE ET JEUNESSE

Les jeunes sont les leaders de demain. Cependant, les personnes de moins de 35 ans occupent rarement des postes de leadership politique formel, et il y a moins de femmes que d'hommes dans ces rôles.² Une recherche menée par l'Union interparlementaire (UIP) a révélé que, sur 2,2 % des parlementaires de moins de 30 ans, moins de 1 % sont des jeunes femmes. La marginalisation des jeunes, y compris des jeunes femmes, en politique entraîne des opportunités manquées pour renforcer les processus et les institutions de la construction démocratique. L'égalité des genres en tant que prérequis de la démocratie nécessite des efforts adaptés pour impliquer à la fois les jeunes femmes et les hommes. Il faut aborder les obstacles à l'inclusion des jeunes en politique, y compris les formes de discrimination et de violence liées au genre.

Les jeunes ont le pouvoir d'inculquer de nouvelles valeurs et de façonner les normes et les procédures au sein des institutions légales et politiques pour des pratiques plus inclusives et équitables. Pour renforcer la résilience démocratique, il est essentiel de donner aux jeunes femmes et aux jeunes hommes ayant des aspirations politiques les moyens de participer à la politique et de veiller à ce que leur inclusion soit soutenue par les partis politiques. Afin de remédier à la sous-représentation généralisée des femmes en politique, il est nécessaire de recruter stratégiquement des jeunes femmes et de les encourager à s'engager et à rester en politique, notamment par la participation de membres et de mentors masculins au sein des partis. De plus, les hommes, y compris les jeunes hommes, doivent être sensibilisés à la manière d'être des alliés des femmes en politique et aux stratégies pour remettre en question les formes de discrimination liées au genre. Les recommandations suivantes proposent des actions concrètes pour autonomiser les jeunes, promouvoir l'égalité des genres et renforcer la résilience démocratique.

RECOMMANDATIONS

Identifier et remédier aux normes et pratiques de genre nuisibles et discriminatoires dans les systèmes et processus politiques, juridiques et éducatifs.

- **Action proposée** : Élaborer des campagnes de sensibilisation publiques adaptées aux femmes/filles et aux hommes/garçons avec des messages visant à démanteler les stéréotypes nuisibles et à promouvoir l'égalité des genres et la prise de décision partagée tant dans le domaine privé que public. Cela comprend des campagnes pour encourager la participation politique des jeunes dans toute leur diversité.

Éliminer la violence contre les femmes en politique (VCFP) et aborder la prolifération de la violence et des abus fondés sur le genre facilités par la technologie.

- **Action proposée** : Adopter des normes juridiques de tolérance zéro pour toutes les formes de violence fondée sur le genre, y compris en ligne et au sein/d'entre les partis politiques.
- **Action proposée** : Aborder la violence et les abus fondés sur le genre facilités par la technologie en collaboration avec les entreprises de médias sociaux. Renforcer la coordination entre les plateformes en ligne et les organismes chargés de l'application de la loi pour identifier et répondre aux menaces et tenir les auteurs responsables.

² <https://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-political-participation.pdf>

Impliquer les hommes et les garçons dans la transformation des pratiques, des attitudes et des comportements discriminatoires qui entravent l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes.

- **Action proposée** : Développer la capacité des hommes et des garçons à devenir des alliés stratégiques et des défenseurs de l'égalité des genres en remettant en question les pratiques, les attitudes et les comportements discriminatoires dans la société, les organisations et les partis politiques.
- **Action proposée** : Établir des réseaux nationaux ou régionaux de leaders politiques masculins en tant que défenseurs de l'égalité des genres et de l'autonomisation politique et du leadership des jeunes, y compris des jeunes femmes, dans la vie publique.

Promouvoir des conditions qui favorisent l'autonomisation politique, le leadership et la représentation des femmes dans la prise de décision.

- **Action proposée** : Soutenir des réseaux stratégiques et l'accès aux ressources en allouant des fonds pour des programmes d'autonomisation politique et de leadership des femmes, y compris des programmes spécifiques pour les jeunes ; réunir des réseaux de femmes de différents partis politiques pour fournir un soutien mutuel, promouvoir des opportunités d'échange de connaissances, de collaboration et de mentorat pour les jeunes femmes.
- **Action proposée** : Investir dans l'autonomisation économique des femmes ; promouvoir une répartition plus équitable du travail de soins entre hommes et femmes ; encourager les acteurs des médias à reconnaître et à aborder les stéréotypes de genre dans la couverture des femmes en politique et promouvoir une culture d'égalité et d'équité.
- **Action proposée** : Inciter les partis politiques à adopter des politiques et des pratiques inclusives et transparentes pour soutenir de manière proactive l'égalité des genres et l'autonomisation politique des jeunes. Cela inclut l'adoption d'engagements en matière d'égalité des genres au sein des cadres politiques des partis et la création de listes de candidats alternant entre hommes et femmes pour permettre aux femmes de concourir à égalité.

Mettre en œuvre des politiques et des réformes légales pour atteindre l'égalité des genres dans la vie politique et publique.

- **Action proposée** : Identifier les lacunes dans les cadres législatifs afin d'éliminer les lois et les politiques discriminatoires, y compris aborder les conflits entre les lois formelles et les lois et pratiques coutumières.
- **Action proposée** : Intégrer l'égalité des genres dans les agendas de démocratie plus larges et tirer parti des cadres internationaux existants sur le genre, tels que la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Convention d'Istanbul et l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité, pour renforcer l'égalité des genres dans les efforts de construction démocratique.

Incorporer la planification et la budgétisation sensible au genre dans les politiques et l'allocation des ressources.

- **Action proposée** : Créer des systèmes nationaux pour collecter et analyser des données ventilées par genre afin d'informer les décisions politiques des gouvernements nationaux et locaux.
- **Action proposée** : Adopter une budgétisation axée sur le genre pour garantir une répartition équitable des ressources et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

Tirer parti de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité pour renforcer les processus et les institutions démocratiques.

- **Action proposée** : Améliorer la coordination entre l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité et les efforts de construction démocratique. Cela inclut l'adoption de Plans d'Action Nationaux du FPS en tant que mécanismes pour promouvoir le rôle des femmes dans la consolidation de la paix, la gouvernance et les efforts de sécurité, ainsi que les efforts visant à promouvoir la participation et les contributions des jeunes.
- **Action proposée** : Intégrer l'Agenda FPS et l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité dans les processus de reconstruction post-conflit et de transition politique afin d'établir et de renforcer les processus et institutions démocratiques et les structures de bonne gouvernance.

Travailler en collaboration pour élaborer des stratégies et des outils visant à atténuer les risques pour les femmes politiques, les défenseurs des droits de l'homme et les leaders de la société civile.

- **Action proposée** : Collaborer avec les gouvernements démocratiques, la société civile, les forces de l'ordre et les femmes en politique pour développer des stratégies permettant d'identifier et de répondre aux risques auxquels sont confrontées les femmes ; des outils de surveillance et de signalement des menaces et des incidents violents ; et des plans d'intervention rapide.
- **Action proposée** : Redéfinir la sécurité de manière plus large pour englober les besoins quotidiens de sécurité des femmes et des filles, et fournir aux femmes une formation en sécurité pour atténuer les menaces et renforcer la sécurité.